



TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION MARDI 22 MAI 2018

Depuis le début de l'année, de nombreux secteurs ont connu ou connaissent des mouvements sociaux : Pénitentiaire, EHPAD, Air France, Carrefour, Enseignement, Fonction publique... et depuis plusieurs semaines, les cheminots sont en grève contre le projet du gouvernement de destruction de leurs garanties statutaires et de disparition de la SNCF

Le 22 mai 2018, FORCE OUVRIERE, avec l'ensemble des Fédérations de fonctionnaires appelle à la grève dans la Fonction publique...

L'UD FO du Puy de Dôme rappelle les conclusions de la résolution générale adoptée lors du récent congrès confédéral FO : « *Le Congrès soutient l'ensemble des syndicats FO, du public comme du privé, en combat et qui se mobilisent pour une juste répartition des richesses, pour garantir nos droits collectifs et nos statuts et pour résister à une logique d'individualisation de la société visant à « déprotéger » tous les travailleurs. Face à toutes les attaques actuellement en cours, les mobilisations se multiplient dans une multitude de secteurs (...). Le Congrès affirme en particulier son total soutien aux cheminots en grève depuis plusieurs semaines, et à la fédération FO des cheminots. (...). Le Congrès apporte son soutien indéfectible aux travailleurs dans la lutte, en France et dans le monde entier. Compte tenu de l'extrême gravité de la situation et des risques qui se profilent pour les travailleurs, les droits sociaux, notre modèle social et les valeurs républicaines, le Congrès considère que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève. Il donne mandat à la Commission Exécutive et au Bureau Confédéral pour prendre toutes les dispositions et initiatives dans ce sens, y compris en lien avec toutes les confédérations syndicales, à la recherche de la plus grande unité possible. Il appelle toutes les structures FO, tous les militants, à rester réactifs et mobilisés »*

L'UD FO du Puy de Dôme soutient pleinement la grève du 22 mai et invite tous les syndicats FO du département à s'inscrire dans cette action en participant à la grève et à la manifestation !

Tous ensemble... contre

- **l'austérité et le blocage des salaires,**
- **la remise en cause des garanties collectives et des droits sociaux,**
- **la privatisation et la destruction des services publics ,**
- **les suppressions d'emplois,**
- **les attaques contre les retraites et la Sécurité Sociale**

Tous en grève et en manifestation

Mardi 22 mai 2018

Manifestation à 10 heures

Place du 1er mai

La politique du gouvernement : une politique contre les salariés, les retraités, les jeunes et les chômeurs !

Toujours plus de travailleurs privés d'emplois, toujours plus de précarité !

Le gouvernement poursuit la politique de ses prédécesseurs SARKOZY et HOLLANDE avec la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires...

C'est, bien sûr, moins de perspectives d'emplois pour les jeunes... C'est aussi la poursuite du démantèlement des services publics et la dégradation des conditions de travail pour les personnels et des droits des citoyens pour l'accès aux services publics !

Enseignement, Santé, Collectivités... aucun service public ne sera épargné par ce plan de destruction d'emploi... Et à la place d'emplois statutaires, le gouvernement prévoit de développer des emplois précaires sans garanties ni droits !

Et dans le même temps, des vagues de suppressions d'emplois sont programmées dans le privé : 2400 chez Carrefour (sans parler des suppressions chez Dia), 3500 chez Airbus, 1400 chez Michelin...). Sans oublier la disparition des 166 000 emplois aidés !

Jamais la suppression de postes de fonctionnaires n'a contribué à créer de l'emploi dans le secteur privé...

Le démantèlement des services publics et les privatisations

Pour MACRON et son gouvernement, rien ne doit résister à la dérive libérale : tous les services publics sont menacés ! Le gouvernement prévoit ainsi de poursuivre l'asphyxie des hôpitaux, la disparition d'écoles et de collèges en milieu rural, la fermeture de services ou d'établissements dans tous les secteurs (Météo France, Finances publiques, IN-SEE, Equipement...).

Moins de services publics, c'est moins de droits pour la population.

Et le gouvernement prévoit d'amplifier les privatisations : Aéroports de Paris, barrages hydrauliques... Il prépare même la cession de certaines parties du réseau routier au privé !

Le gouvernement veut détruire les garanties collectives qui protègent les travailleurs !

En septembre 2017, avec les ordonnances MACRON, le gouvernement satisfait les « revendications » du MEDEF et poursuit la remise en cause du Code du Travail entamée avec la loi EL KHOMRI !

Après le Code du Travail, MACRON décide de s'attaquer au statut des cheminots et à celui des fonctionnaires !

Dans le public comme dans le privé, cela signifie moins de droits pour les salariés, des conditions de travail dégradées, des licenciements ou des suppressions d'emplois facilités, des rémunérations gelées...

Tout pour les patrons « premiers de cordée », toujours moins de droits pour les salariés « derniers de corvée » !

Les salaires en berne !

Dans tous les secteurs, la politique de gel des salaires se poursuit et la baisse du pouvoir d'achat est une réalité pour tous les travailleurs.

Et dans le public, c'est même la baisse des salaires qui est instaurée avec la hausse de la CSG et des retenues pour pension civile et le rétablissement du jour de carence ! Le gouvernement prévoit même de rajouter une journée de travail gratuit au nom de la solidarité !

Au-delà, ce qui est programmé, c'est l'individualisation des rémunérations, tant dans le privé que dans le public, c'est-à-dire le salaire au mérite ou à la tête du client !

Attaques programmées contre la Sécurité sociale et les retraites !

Le gouvernement poursuit l'assèchement des recettes de la Sécurité sociale par les exonérations.

Le gouvernement, en augmentant la CSG et en diminuant les cotisations sociales, organise la fiscalisation de la Sécurité sociale et à terme son basculement vers un système assurantiel privé...

Au-delà de la remise en cause du régime de retraite des fonctionnaires, le projet du gouvernement est bien de remettre en cause le système solidaire intergénérationnel par répartition et de mettre en place un système individuel par points qui conduirait à la baisse généralisée des pensions.

Les raisons de se mobiliser par la grève et la manifestation sont nombreuses :

Pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, avec rattrapage des pertes de pouvoir d'achat !

Pour l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes !

Pour le maintien de tous les services publics, contre les fermetures et les privatisations !

Pour la défense des statuts et des garanties collectives, de tous les droits sociaux !

Pour la défense de la Sécurité sociale, solidaire et égalitaire !

Pour la défense du système de retraite par répartition et des régimes particuliers !

